

Le chercheur et le journaliste : regards croisés sur l'information et la communication

par CARDY Hélène , FROISSART Pascal, TAVERNIER Aurelie, « aurelie.tavernier@univ-paris8.fr ; helene.cardy@univ-paris8.fr ; pascal.froissart@univ-paris8.fr »
GERIICO, CEDITEC, CNRS - Paris 8

Notre contribution vise à interroger l'information et la communication comme objet et comme territoire, à la fois du point de vue du journaliste et du point de vue du chercheur en SIC. Il s'agit d'en questionner les contours en tant que discipline scientifique doublement confrontée à l'activité journalistique : celle-ci est en effet à la fois un objet d'analyse, et un terrain de publicisation de la recherche. Nous analysons ici les pratiques et les représentations des chercheurs parallèlement à celles des professionnels de l'information, en examinant comment ils se situent chacun, à l'intérieur de leur propre communauté et dans leurs interactions relatives, par rapport à l'articulation du couple information-communication. En adoptant le principe des perspectives réciproques (Schütz, 1987), nous proposons de cerner les enjeux de définition et de légitimation qui les animent. Nous croisons pour cela deux types d'approche : une approche quantitative, fondée sur l'analyse de corpus de presse et sur la cartographie actualisée des travaux menés par les chercheurs en SIC sur l'activité journalistique ; et une approche compréhensive, fondée sur des entretiens avec des journalistes et des chercheurs quant à leur perception de la réunion et/ou de la distinction de l'information et de la communication.

Mots-clés : information-communication, journalistes, chercheurs en SIC, médiatisation

Keywords :

Les SIC vues par les journalistes : rhétoriques de (d'in)validation des chercheurs

Pour apprécier la visibilité des chercheurs en SIC dans l'espace public médiatisé et les représentations qui entourent la médiatisation de la discipline, nous nous sommes d'abord intéressés au volume et aux usages journalistiques des paroles de chercheurs qui sont rapportées sous l'étiquette des « Sciences de l'information et de la communication » dans plusieurs corpus de presse, analysés de manière synchronique (Le Monde, Libération, Elle) et diachronique (comparaison des premiers mois de l'année 1999 et 2008). Le recours journalistique aux paroles extérieures, discours rapportés sous forme de citations, d'interviews, de tribunes, apparaît en effet comme un trait caractéristique du travail d'information. Cette écriture « par concessions » (Mouillaud, Tétu, 1989 : p.106) s'inscrit dans un processus progressif d'anonymisation du discours journalistique, qui accompagne dès la seconde moitié du XIXe siècle la construction d'une identité et d'un statut professionnels du journaliste : si à l'époque du journalisme naissant, le journal fait entendre sa voix, celle-ci tend à mesure de la professionnalisation du journalisme à se reconstituer autour et à partir de la mise en scène de paroles extérieures ; le journal cesse d'être une institution de discours

organique pour devenir une scène faite d'enchâssements de discours et d'énoncés polyphoniques, c'est-à-dire de voix qu'il n'intègre plus comme siennes. Bien plus qu'une source, la parole extérieure intégrée dans l'énonciation journalistique constitue dès lors une ressource pour le travail d'information. Elle participe à sa légitimation et à la validation du professionnalisme des journalistes, dans un processus de co-construction de l'expertise : celle des acteurs autorisés à investir l'espace médiatique sur la foi d'une compétence validée par les journalistes qui les sollicitent ; et celle des journalistes eux-mêmes, experts en dernier recours des critères de légitimité qui autorisent à prendre la parole dans l'espace du journal.

Le recours aux paroles extérieures peut ainsi être envisagé comme une « rhétorique journalistique » : mobilisée par Jean-Gustave Padioleau pour l'analyse des stratégies des rédacteurs spécialisés du Monde, la notion de rhétorique englobe « les procédures d'écriture de presse pour communiquer les nouvelles mais aussi les représentations qu'y projettent les journalistes d'eux-mêmes, des alter, des éléments physiques ou culturels présents dans les contextes d'interaction attachés à leurs positions de journalistes spécialistes » (Padioleau, 1976 : p. 268). En fonction de leurs ressources et des contraintes inscrites dans des systèmes d'interactions spécifiques avec d'autres acteurs (pairs, lecteurs, sources), ces professionnels disposent de plusieurs rhétoriques idéales-typiques leur permettant d'afficher les gages de leur professionnalisme, à l'extérieur comme à l'intérieur du groupe. On peut ainsi relire les procédures journalistiques de recours aux « paroles d'experts » (Tavernier, 2004) comme autant de stratégies visant à satisfaire les prétentions fondatrices du journalisme de référence à atteindre l'objectivité, la compétence, et la dissociation formelle de l'opinion par rapport au discours d'information.

Mais d'où ils parlent ? État des lieux de la médiatisation des chercheurs en SIC

Ces « paroles d'experts » doivent plus exactement être considérées comme des paroles dotées de qualités d'expertise, si l'on en croit le propos livré en entretien par cette journaliste de Libération : « Quelquefois ils disent des choses extrêmement séduisantes et puis après on se dit : mais d'où ils parlent ? » (journaliste 1) . Il convient donc de questionner, davantage que les positions de légitimité des experts dont les discours accèdent à la scène médiatique, les processus de légitimation journalistique et d'acquisition du caractère de l'expertise, au sens rhétorique, qui détermine qui est en droit de parler sur quoi (Aristote, I, 1, 1356a). L'analyse du titre au nom duquel le discours se pose comme légitime dans l'espace du journal est à cet égard très révélatrice. Nous avons établi une typologie des signes d'identité et des signes de validation (Fraenkel, 1992 : p.21-22) qui escortent les paroles rapportées à l'appui du discours journalistique d'information, tenant lieu de discours sur le discours et constituant de la sorte le système énonciatif auquel obéit la performance verbale : « En exprimant ainsi à quel titre elle recrute ses agents, l'institution fournit un des indicateurs les plus puissants de l'image qu'elle a et cherche à donner d'elle-même » (Boltanski, 1973 : p.5). L'analyse sémantique prend en compte les îlots textuels mentionnés avant et après les paroles rapportées (citées entre guillemets, retranscrites sous forme d'interview, publiées librement sous forme de tribune d'opinion), les verbes qui témoignent des usages journalistiques qui en sont faits (« analyse », « explique », « définit »...), ainsi que les formules de labellisation des paroles citées et interviewées dans lesquelles sont mentionnés les signes de validation identitaire (patronyme), professionnelle (« économiste », « sociologue »...), institutionnelle (CNRS, université...) et statutaire (« spécialiste », « expert »...).

Une première analyse de corpus, réalisée sur l'ensemble des éditions du Monde et de Libération du 1er janvier au 31 mars 1999 (Tavernier, 2004), indiquait déjà un déficit majeur de médiatisation, sinon des chercheurs en SIC, au moins des paroles de chercheurs rapportées sous le « label » des « Sciences de l'information et de la communication » : aucune des paroles rapportées sous forme de citation, interview ou tribune d'opinion n'était ainsi qualifiée. La faiblesse de la discipline comme motif de légitimation du discours d'information au sein de ce premier corpus se confirme dans celui que nous avons constitué presque dix années plus tard.

Enjeux de distinction, misères de position

Ces résultats nous invitent à questionner les enjeux et les modalités de reconnaissance de notre discipline, à l'extérieur mais aussi à l'intérieur du champ académique. Le relevé sémantique des labels institutionnels et professionnels des chercheurs dont les savoirs sont sollicités par les journalistes fournit un indicateur précieux, en premier lieu, quant à la (non) diffusion des savoirs des SIC dans l'espace social. Or une relecture critique du codage des paroles rapportées en 2007-2008 dans Le Monde, Libération et Elle met en évidence un point aveugle quant à la médiatisation des SIC, en raison de la requalification des paroles de chercheurs de notre communauté sous d'autres labels : certains discours rapportés sont ainsi attribués à des chercheurs en SIC labellisés « sociologue des médias », « historien des médias », « spécialiste des médias », voire « philosophe » ou plus laconiquement, « chercheur », lors même que leurs énonciateurs, nominativement identifiables, font objectivement partie de la communauté des enseignants-chercheurs en SIC. Questionnés en entretiens sur les raisons de cette dissimulation, nos interlocuteurs, journalistes et collègues, en appellent volontiers aux contraintes formelles de l'écriture de presse : la disparition du syntagme « Sciences de l'information et de la communication » est très largement justifiée par son inadéquation aux formats courts qu'impose les médias, audiovisuels en particulier.

« Si les journalistes me citent trois lignes, ils n'ont pas envie d'écrire une fonction qui fait trois lignes également ». Sociologue 1

« Il y a deux lignes sur un prompteur, quand on met ton nom. Donc « sociologue, auteur de tel livre », ça fait deux lignes, « professeur en Sciences de l'information et de la communication à l'université de X », ça fait 6 lignes, donc c'est pas possible. SIC 1

« Moi je suis assez énervée par ce truc : en France, on présente les gens par leurs diplômes. Je laisse le droit aux gens de se présenter comme ils veulent, "chercheur", "sociologue", "spécialiste". Je leur demande de me donner. Il y en a qui veulent à tout prix mettre "agrégé des facultés de je sais pas quoi", "professeur agrégé"... Quelquefois, pour aller vite, je mets "universitaire", "prof de droit" [...], donc je peux prendre quelquefois une espèce de liberté, mais jamais contre la volonté de la personne. Journaliste 1

L'enjeu du titre auquel le discours se pose se trouve ainsi fortement neutralisé, comme en témoigne encore la désinvolture que manifestent nos interlocuteurs lorsque nous leur demandons d'explicitier les critères qui déterminent le choix des positions mentionnées :

« Pour moi ça n'a pas d'importance [qu'untel] soit sociologue, historien, philosophe ou inspecteur de l'éducation nationale par rapport au fond de ce qu'il dit. [...] Si on les interroge,

c'est qu'on pense qu'ils sont compétents. [...] C'est ça qui les légitime à mon avis, plus qu'une étiquette, plus qu'un organisme ». Journaliste 2

« C'est pour présenter la personne, parce que de facto, on ne nomme jamais personne sans dire qui il est. Donc [...] je mets automatiquement "chercheur à", "professeur à" ». Journaliste 3

« Il y a à la fois un problème technique, c'est trop long, ou alors professeur d'infocom c'est un peu dévalorisant ça fait technique d'expression ça fait BTS, donc je n'ai pas envie, mais ils ne veulent pas trop en entendre parler. De toute façon, les journalistes ne connaissent pas trop les sic. » SIC 2

« En général, on me demande comment il faut me qualifier, parce qu'ils ne veulent pas dire des choses fausses – or ça n'est pas rare qu'il y ait des titres, des appartenances institutionnelles fausses. [...] Une négociation, c'est beaucoup dire : c'est plutôt un choix d'affichage [...], mais il n'y a rien de mystérieux ». Sociologue 2

Cette indifférence apparente à l'endroit du titre mérite pourtant d'être relativisée : il convient plutôt de s'interroger sur les tensions symboliques que l'invocation des contraintes formelles permet de passer sous silence. La présence quasi systématique de plusieurs termes d'escorte pour une même parole rapportée contredit en effet l'argument de simplification de pure forme : le bannissement des « Sciences de l'information et de la communication » au motif de la longueur du syntagme s'effectue lors même que sont mentionnés, en enfilade, d'autres signes de validation professionnelle et institutionnelle typographiquement plus coûteux (« professeur de sociologie des médias et d'études culturelles à l'université de », « directeur du département de communication à l'université de », références du « dernier ouvrage paru »...). En réalité, la labellisation des paroles rapportées constitue bien un enjeu de légitimation crucial :

« Je dis que je suis sociologue, directeur de recherche au CNRS. [Singeant le regain d'intérêt du journaliste] "Ah, directeur de recherche au CNRS ? " Ils économisent les mots et en même temps, il y a là un label qui permet d'assurer la fonction de légitimité qui est extrêmement importante. [...] C'est souvent une simple ressource de légitimité : [...] Il faut qu'il mette deux, trois noms qui montrent qu'il s'est appuyé sur un certain nombre de savoirs scientifiques ». Sociologue 1

« C'est vrai que ceux qui ont plus facilement accès aux médias, parce qu'on les connaît mieux, deviennent "profs", ou "directeurs d'études". Quelquefois, quand c'est des propos un peu marginaux sur un truc un peu compliqué, ça fait "bien" entre guillemets de montrer que ce n'est pas monsieur Tartempion, mais qu'il est "prof". En France, c'est toujours un peu comme ça ». Journaliste 1

« Il y a un problème d'intitulé de la discipline, et aussi un problème de légitimité, et de reconnaissance. A la limite on le dit plus à la radio. Moi je demande obligatoirement qu'il y ait le titre de mon livre. » SIC 1

Déficit de légitimité scientifique des SIC, manque de visibilité de la discipline dans l'espace social, inadéquation des paroles de nos chercheurs aux rhétoriques journalistiques ? Plusieurs éléments d'interprétation peuvent être avancés.

On peut en premier lieu penser que l'hétérogénéité des objets d'étude constitutive de notre interdiscipline contrevient aux principes de typification et de fragmentation nécessaires au traitement journalistique de l'actualité. Ce « processus de différenciation et d'altérité sans lequel ne pourrait se produire la signification » (Charaudeau, 1999 : pp.77-78) se traduit par des principes de vision – division, dans les dispositifs d'écriture (rubriques, types de discours) comme dans les pratiques professionnelles (spécialisation des journalistes, organisation du travail en « services »). Les paroles extérieures sollicitées pour nourrir le travail d'information se trouvent ainsi associées à des types de compétence et des sphères d'expertise spécifiques :

« Vous savez, au Monde, on est très "rubriqués", on est spécialistes. Ce qui est un avantage et un inconvénient. Donc il faut quand même qu'on connaisse bien nos domaines ». Journaliste 2

« Moi je travaille sur l'éducation [...] : si on doit traiter des collègues, sachant que Dubet a beaucoup travaillé là-dessus, c'est plutôt lui qu'on va appeler. [Ce sont] des experts qui s'occupent de secteurs ». Journaliste 3

Les chercheurs en SIC ne feraient pas partie en tant que tels du « carnet d'adresses » des journalistes. Ainsi de leur perplexité lorsque nous leur demandons de citer nominativement des représentants de notre discipline :

« Ah non, là je ne vois pas. Moi en tous cas j'en connais pas. Il y a Debray, qui fait les cahiers de la... médiamétrie, c'est ça ? Mais il tire sa légitimité du fait qu'il a été philosophe ». Journaliste 5

« Le fait d'être interviewé par des journalistes ne prouve qu'une chose, c'est qu'on est connu des journalistes, ça ne prouve rien sur ce qu'on a à dire. Il y a des tas de gens très bien qui ne sont pas interviewés ». Sociologue 2

Ce déficit de visibilité s'explique d'abord par des facteurs structurels endogènes de notre communauté. Si la discipline est fortement représentée à l'université par ses formations « en SIC », elle paraît moins visible dans les laboratoires de recherche nationaux, à l'instar du CNRS qui constitue justement un « vivier d'experts » pour les journalistes. Dommage collatéral : le temps consacré au développement de ces formations pèserait sur celui que nos collègues pourraient, ou voudraient consacrer à la valorisation de la discipline dans l'espace public.

Un autre facteur structurel fondamental tient à l'hétérogénéité des obédiences académiques de nos chercheurs : le fait que la majorité d'entre eux soient originellement formés dans d'autres disciplines peut constituer un indice de la faiblesse relative du « corps » des SIC. Un arbitrage peut ainsi les conduire à se présenter aux journalistes sous d'autres labels disciplinaires, qu'ils jugent plus représentatifs de leur parcours et des positions multiples qu'ils peuvent occuper dans le champ académique.

La représentation-exhibition des SIC à l'extérieur de la communauté pâtirait ainsi de la faible représentation-organisation interne des valeurs fondatrices du groupe, d'autant plus préjudiciable aux possibilités ultérieures d'entrée dans le champ médiatique si l'on tient compte du fait que la constitution du carnet d'adresses des journalistes s'appuie notamment sur les mécanismes de solidarité entre collègues :

« Moi je balance quelquefois sur des collègues plus aptes ». Sociologue 2

« En général, ce sont les experts déjà sollicités qui nous réorientent eux-mêmes vers d'autres chercheurs ». Journaliste 2

« Il y a aussi une logique que je trouve très honnête de leur part : c'est de toujours laisser la place à celui qui a mené le plus de recherches sur le sujet. [...] Il y a une notion de territoire scientifique par moments : ils ne vont pas donner leur avis sur tout et n'importe quoi alors qu'ils y a des gens qui sont beaucoup plus légitimes qu'eux, qui ont mené beaucoup plus de recherches ». Chargé des relations presse dans une maison d'édition spécialisée

Une forme d'autocensure est ainsi à l'œuvre, lorsque nos chercheurs jugent d'eux-mêmes les SIC moins compétentes pour répondre à la demande sociale que d'autres disciplines. C'est donc bien la perception endogène de la légitimité des SIC à expertiser le réel qui est en cause. Or ce déficit de (re)connaissance académique joue plus fortement encore à l'extérieur de la communauté.

De l'invisible à l'impensable : l'enjeu de distinction entre information et communication

Les SIC ne sont à l'évidence pas considérées par les journalistes que nous avons rencontrés comme une caution de légitimité suffisante, ce qui exclut de fait les paroles de nos chercheurs des rhétoriques journalistiques d'expertise. Un premier indice en témoigne significativement : aucun auteur de SIC n'est recensé en 2007-2008 comme tel dans les rubriques (des brèves aux suppléments) relayant l'actualité éditoriale des sciences humaines et sociales.

Exceptionnellement, des revues du champ peuvent être chroniquées (rubriques « Kiosque » et pages « Société »), sans pour autant être jamais rattachées au domaine. L'écriture de presse ignore ainsi superbement les SIC, là où d'autres disciplines telles que la « Sociologie », l'« Histoire », l'« Ethnologie », l'« Anthropologie » etc. constituent en elles-mêmes un mode de rubriquage des ouvrages recensés dans les pages littéraires. Cet oubli des SIC n'est pas neutre : il pèse d'abord fortement sur les possibilités de mise en visibilité et d'entrée des chercheurs dans les carnets d'adresses.

« On a un carnet d'adresses, mais pas forcément de connaissances, les gens on ne les connaît pas, c'est plus parce qu'ils ont publié ou qu'on a reçu tel truc ». Journaliste 1

« Je reçois leurs ouvrages à la rédaction mais le plus souvent, je n'interviewe même pas : je cherche, je surligne » Journaliste 3

Surtout, l'invisibilité des SIC semble moins tenir d'une méconnaissance que d'une réelle défiance des journalistes à l'encontre de la discipline :

« Chercheurs en "sciences" [souligné oralement] de l'information et de la communication ? C'est pas crédible. [...] Cette histoire de communication, ça fait, comment dire... très pro. C'est professionnel, pas recherche ». Journaliste 5

Ce jugement péremptoire renvoie donc clairement à l'association du syntagme « information et communication » au monde professionnel, perçu comme radicalement étranger au monde du savoir scientifique : la dualité institutionnelle fondatrice de notre discipline (Boure, 2002) constitue pour les professionnels de l'information une frontière naturelle. L'analyse de corpus en atteste : le label « information et communication », déjà fort peu mobilisé, n'investit que très exceptionnellement le registre du discours savant ; il intervient bien plus souvent pour qualifier les protagonistes du secteur, voire les étudiants de nos filières lorsque ceux-ci sont campés comme acteurs des grèves ou témoins de la crise des universités. Mais c'est surtout l'association par le syntagme du couple « information et communication » qui fait barrage :

« C'est très ambivalent, comme intitulé ! L'information et la communication c'est radicalement différent [...], complètement contradictoire. Quand on parle de communication on parle d'entreprise ; quand on parle d'information on parle de presse, point barre. [...] Mais le danger, c'est que votre intitulé relaie cette confusion. C'est aussi dangereux pour moi, toutes proportions gardées, que le ministère de l'Identité et de l'Immigration ». Journaliste 5

La violence des propos recueillis invite alors à lever l'impensé de l'impensable. La dissociation de l'information et de la communication constitue bien l'une des valeurs fondatrices de l'excellence et du professionnalisme journalistiques, que la parole du chercheur en SIC menace à deux égards : d'une part, elle annihile la distance entre les professionnels de l'information et les « communicants », là où la réification de la notion d'information joue comme un facteur d'unité et de cohésion fondamental du groupe professionnel (Ruellan : 1997) ; d'autre part, elle conteste le monopole de jugement que s'arrogent les journalistes sur leur propre activité, mettant en péril aussi bien le principe de régulation endogène du groupe que la posture de juge expert de l'expertise.

« Un expert, on attend de lui qu'il nous apporte les infos qu'on n'a pas. Un expert qui va me faire du café du commerce sur ce que nous, journalistes, on sait, ça ne fera pas d'interview. [Ils] doivent connaître un petit peu ce qu'il y a derrière, ce que ça cache, quels sont les enjeux etc., que nous journalistes, soit on n'a pas vus, soit on a vus mais on se dit : ce n'est pas à nous de le dire, on n'est experts en rien du tout, donc on ne peut pas sur notre seule signature affirmer telle ou telle chose » Journaliste 1

Cette (in)visibilité renvoie aussi à l'impératif de diffusion et de valorisation de la recherche qui incombe aux chercheurs et conditionne en partie leur légitimité académique, dans notre communauté et au regard des autres disciplines des sciences humaines et sociales dont les représentants sont plus présents, plus ouvertement en tout cas, dans l'espace médiatique, y compris pour appuyer le traitement journalistique des enjeux liés à l'information et à la communication. On songe en particulier aux économistes, sociologues et historiens des médias, largement sollicités par les journalistes sur des occurrences aussi diverses que l'explosion des nouvelles technologies, le déclin de la presse écrite ou les dispositifs de communication politique des gouvernants. Mais la connaissance que nous avons du champ nous permet de tenter une explication a minima, sous forme d'hypothèse : il nous est possible de « pister » les chercheurs en SIC qui interviennent dans les médias, mais ne se définissent pas comme étant issus de cette discipline (mais plutôt comme « sociologues des médias » par exemple). Les raisons en sont sans doute variables, mais on peut d'ores et déjà avancer l'idée que la méconnaissance même du champ des SIC par le grand public (par rapport aux autres SHS qui n'ont pas à définir leur champ de compétences) complique les modalités d'intervention du chercheur. La représentation que le lecteur pourrait se faire du chercheur en

SIC en est par conséquent faussée : il est inexistant pour le grand public, alors même qu'il intervient dans les médias, pour certains de façon régulière, mais sous un autre label.

Nous proposons de poursuivre et d'étoffer l'analyse déjà conduite sur un corpus restreint en l'étendant aux premiers mois de l'année 2008 : le relevé systématique de l'ensemble des paroles intellectuelles rapportées dans la presse, à partir des labels institutionnels et académiques au titre desquels elles sont sollicitées, permettra de donner une vue précise de la représentation de la discipline aujourd'hui au regard de l'ensemble des discours intellectuels disponibles. L'analyse des dispositifs et des rhétoriques journalistiques de recours aux paroles des chercheurs en SIC permettra d'identifier les thématiques sur lesquelles ils sont sollicités et d'étudier les modalités de leurs interventions : dans quels dispositifs les discours des SIC apparaissent-ils (citations, interviews, tribunes libres, rubriques, formats...) ? Quels sont les sujets et les objets de leurs interventions (traitement journalistique de l'actualité sociale et politique, valorisation de la recherche scientifique, recensions d'ouvrages parus...) ? Enfin, quels discours les savoirs en SIC permettent-ils d'alimenter (analyse sémantique et argumentative de l'archi-discours journalistique dans lequel la parole rapportée du chercheur est enchâssée) ?

Il conviendra dès lors de s'interroger sur le voile qui opacifie l'origine académique des discours des SIC dans l'espace public médiatisé. L'hypothèse que nous avancerons principalement tient à la perception, chez les journalistes, de la nécessité absolue de séparer l'information et la communication. Cette césure constitue bien un enjeu de distinction journalistique, au sens bourdieusien du terme [Bourdieu : 1979], dans la mesure où la professionnalisation de l'activité journalistique passe notamment par la revendication de compétences spécifiques, largement définies contre la communication : celles-ci renvoient notamment à l'exigence d'objectivité, à l'adoption d'une posture distanciée par rapport aux sources, à la tâche d'analyse et de mise en perspective de l'actualité, au traitement contradictoire des faits. À ces critères endogènes définissant l'excellence professionnelle des journalistes et leur devoir d'information par opposition à l'activité de communication, s'ajoute la relative jeunesse des SIC au regard de disciplines plus anciennes et surtout mieux identifiées par les journalistes : les chercheurs en SIC ne feraient pas (encore) partie des « carnets d'adresse » dont disposent les journalistes pour mettre en œuvre leurs procédures de recours aux paroles d'experts. On songe en particulier à la transparence des SIC dans des organismes de recherche et des laboratoires tels que le CNRS, qui constituent de véritables viviers de paroles mobilisables pour les journalistes. Une série d'entretiens compréhensifs avec des journalistes travaillant dans les médias de référence (presse quotidienne d'information nationale, radios généralistes) viendra éclairer les représentations des acteurs et les raisons de leur méconnaissance, voire de leur défiance à l'encontre des SIC.

Références

COMITE NATIONAL D'EVALUATION, 1993. Les sciences de l'information et de la communication. Rapport d'évaluation, Paris. 1999.

« La recherche en information et communication en France », Les dossiers de l'audiovisuel n° 85. 2000.

« Recherche et communication », MEI n° 14. 2005. Conseil national des universités, 71e section. Sciences de l'information et de la communication (CNU71),

Website available at <http://cnu71.online.fr>.

ARISTOTE, 2003. Rhétorique, Livre I et II, texte établi et traduit par M. Dufour. Paris, Tel Gallimard.

BOLTANSKI, Luc, 1973. « L'espace positionnel. Multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe », in *Revue française de Sociologie*, vol. XIV. Paris, Ophrys : pp.3-26.

BOUDON, Jérôme & MEADEL, Cécile, 1992. « Les SIC : essai de généalogie », in *Actes du VIIIe Congrès de la SFSIC*.

BOURDIEU, Pierre, 1979. *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit.

BOURE, Robert (dir.), 2002. *Origines des sciences de l'information et de la communication*. Lille, Presses universitaires du Septentrion coll. « Communication ».

CARDY, Hélène, FROISSART, Pascal, 2002. « Les enseignants-chercheurs en Sciences de l'information et de la communication. Portrait statistique », in SFSIC (dir.), *Les recherches en information et communication et leurs perspectives : histoire, objet, pouvoir, méthode. Actes du XIIIe congrès (Marseille, 2002)*. Paris, SFSIC.

CARDY, Hélène, FROISSART, Pascal, 2006. « Les enseignants-chercheurs en Sciences de l'information et de la communication. Cartographie et portrait », in S. Olivesi (dir.), *Sciences de l'information et de la communication, objets, savoirs, discipline*. Grenoble, PUG, Collection « La communication en plus » : pp.259-282.

CHARAUDEAU, Patrick, 1999. « La médiatisation de l'espace public comme phénomène de fragmentation », in *Études de communication n°22, La médiatisation des problèmes publics*. Lille, CEGES Université Charles-de-Gaulle - Lille 3 : pp. 73-92.

FRAENKEL Béatrice, 1992. *La signature, genèse d'un signe*. Paris, Gallimard.

MOUILLAUD, Maurice, TETU, Jean-François, 1989. *Le journal quotidien*, Lyon, PUL.

MIEGE, Bernard, 2000. « Les apports à la recherche des sciences de l'information et de la communication », in *Réseaux n° 100*.

PADIOLEAU, Jean-Gustave, 1973. « Systèmes d'interactions et rhétoriques journalistiques », in *Sociologie du travail*, vol. 3, Paris, Éd. Le Seuil : pp. 256-282.

RIEFFEL, Rémy, 1996. « La recherche en sciences de l'information et de la communication en France ». Séminaire franco-québécois, IFP-UQAM, reprographié.

RUELLAN, Denis, 1997. *Les « pro » du journalisme. De l'état au statut, la construction d'un espace professionnel*. Rennes, PUR. SCHÜTZ, Alfred, 1987. *Le chercheur et le quotidien*. Paris, Librairie des Méridiens, Klincksieck.

TAVERNIER, Aurélie, 2004. *Paroles d'experts : rhétoriques journalistiques de recours aux paroles extérieures dans Le Monde, Libération et Le Figaro. Journaliste et sociologue, la construction d'un référentiel*, Thèse de doctorat en Sciences de l'information et de la communication. Lille, Université Charles-de-Gaulle - Lille 3.

TAVERNIER, Aurélie, 2005. « Mais d'où ils parlent ? L'enjeu du titre à parler dans la presse écrite comme lien entre le social et le discursif », in *Études de Communication. Langages, information, médiations* n°27, Analyse communicationnelle et épistémologie des sciences sociales. Lille, CEGES Université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1er semestre 2005 : pp.159-176.